



L'économie du Timor oriental a été gravement perturbée par la flambée de violence qui a fait suite au référendum de 1999, lors duquel la population s'est prononcée pour l'indépendance de l'Indonésie. Avec un large soutien de la communauté internationale, le Timor oriental est en train de reconstruire son économie et d'opérer la transition à une gestion indépendante. Qu'a-t-on fait jusqu'à présent pour atteindre ces objectifs et quels défis y aura-t-il encore à relever?

*Luis M. Valdivieso et Alejandro López-Mejía*

**L**E TIMOR ORIENTAL — qui comptait environ 900.000 habitants au début de 1999 sur une superficie de 14.600 km<sup>2</sup>, y compris les îles d'Ataúro et de Jaco et l'enclave d'Oecussi dans la moitié occidentale de l'île (voir la carte) — passa plus de quatre siècles sous domination portugaise avant d'être annexé par l'Indonésie en 1975. À la suite d'une longue période de troubles politiques et sociaux, l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Indonésie et le Portugal ont décidé en mai 1999 de tenir un référendum le 30 août 1999 sur le statut futur du Timor oriental. Bien qu'une immense majorité se soit prononcée en faveur de l'indépendance, le référendum a déclenché une flambée générale de violence qui s'est soldée par le déplacement d'environ deux tiers de la population, des pertes consi-

dérables de vies humaines, des dégâts et des destructions et a gravement perturbé l'activité économique.

La réaction de la communauté internationale aux souffrances du Timor oriental a été sans précédent. Une force internationale de maintien de la paix a été déployée à la mi-septembre 1999, qui a rapidement atténué les problèmes de sécurité et facilité l'acheminement des secours humanitaires. En octobre, le parlement indonésien révoquait l'annexion du Timor oriental, laissant le champ libre au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en place l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) dotée d'une large responsabilité pour administrer le territoire jusqu'à l'indépendance.

En réponse à une demande du Secrétaire général de l'ONU, plusieurs organisations multilatérales et bilatérales ont uni

leurs efforts à ceux des agences de l'ONU et des Timorais orientaux pour évaluer les besoins associés à la reconstruction, notamment de financement extérieur, d'assistance technique et de formation. La Banque mondiale s'est concentrée sur l'évaluation des besoins et la conception du programme de reconstruction, tandis que le FMI a centré ses efforts sur l'élaboration des cadres macroéconomique, institutionnel et juridique essentiels.

Les conditions d'une reconstruction réussie étaient les suivantes :

- le rétablissement de l'ordre public;
- le rétablissement des structures et systèmes d'administration publique;
- la reconstruction des institutions nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché;
- la normalisation des relations avec l'Indonésie;
- enfin, la pleine participation des Timorais orientaux.

Le système économique précaire hérité du régime indonésien ne faisait que compliquer la tâche de la reconstruction.

### **Le système économique avant le référendum**

Au milieu des années 90, le Timor oriental était l'une des provinces les plus pauvres de l'Indonésie, avec un revenu annuel par habitant d'environ 350 dollars. L'inflation était inférieure à 10 % et le PIB réel augmentait rapidement (d'environ 10 % par an), à la faveur de dépenses d'infrastructures en grande partie financées par des transferts du budget central de l'Indonésie (voir graphique).

Dans le sillage de la crise asiatique, la production du Timor oriental a diminué, bien que dans une proportion inférieure à la baisse moyenne pour l'Indonésie, l'inflation et les taux d'intérêt ont augmenté, la vitesse de circulation de la monnaie s'est accrue et la désintermédiation (perturbant les flux de fonds entre prêteurs et emprunteurs) a progressé. Les transferts budgétaires de l'administration centrale indonésienne ont fortement diminué, imposant une réduction des dépenses d'équipement. Néanmoins, la masse salariale du Timor oriental est restée inchangée sous l'effet des rigidités imposées par les effectifs pléthoriques de l'administration provinciale. Le déficit extérieur courant du Timor oriental représentait en moyenne presque un tiers du PIB entre 1995 et 1998, à l'image de l'écart entre épargne et investissement publics. La majeure partie des échanges s'effectuait avec les autres provinces indonésiennes. Les exportations consistaient principalement en produits agricoles (surtout du café), et les importations en denrées alimentaires, pétrole et matériaux de construction.

Le système de paiement et l'administration publique étaient des versions provinciales de ceux de Djakarta. Au milieu de 1999, il y avait huit banques commerciales, dont la moitié étaient publiques, qui réglaient leurs paiements par l'intermédiaire de l'agence locale de la Banque centrale d'Indonésie. La préparation du budget n'était pas guidée par les indicateurs économiques traditionnels et il n'y avait pas de gestion de trésorerie globale. Les capacités de gestion de la province étaient limitées, car très peu de Timorais orientaux occupaient des postes de direction.

En somme, le système économique issu de l'administration indonésienne manquait de capacités de gestion indigènes et cultivait la dépendance vis-à-vis de l'État en tant

que principal fournisseur d'emplois, de subventions et de transferts qui sous-tendaient une infrastructure très coûteuse à entretenir.

### **Impact à court terme de la violence**

Les violents événements du début de septembre 1999 se sont accompagnés de pénuries aiguës de biens et de services, et le commerce a beaucoup souffert des perturbations dans les réseaux de transport et de distribution. D'après les estimations, le PIB réel a diminué de plus d'un tiers en 1999. Les pénuries d'approvisionnement et la suppression des subventions ont fait monter les prix en flèche. Le système bancaire et de paiement est devenu non opérationnel. Tous les immeubles abritant des banques ont été détruits et les transactions ont dû être réglées au comptant, les paiements s'effectuant principalement en roupies indonésiennes. Certaines monnaies étrangères ont commencé à circuler, entraînant des distorsions des prix relatifs faute de marché financier en état de fonctionnement. Les administrations publiques ont de fait cessé de fonctionner. Les administrations fiscales et douanières ont été démantelées, les équipements de bureaux et les dossiers ont été enlevés ou détruits, et les recouvrements ont cessé. Les transferts budgétaires de Djakarta ont été coupés. En outre, le déplacement de population sur une grande échelle, y compris de fonctionnaires et cadres de banques de haut niveau, a entraîné des pénuries aiguës de personnel; l'ONU et les organisations non gouvernementales sont devenues pratiquement les seules sources d'emploi, payant des salaires bien supérieurs à ceux qui avaient cours avant le référendum.

Dans ce contexte, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) a lancé un appel général à la mobilisation d'aide humanitaire, avec un objectif initial de 199 millions de dollars (environ 90 % du PIB du Timor oriental en 1999) jusqu'à fin juin 2000; la Banque mondiale a estimé que la reconstruction coûterait environ 300 millions de dollars sur trois ans (Banque mondiale, 1999) et l'ONU a estimé que les opérations de l'ATNUTO coûteraient quelque 700 millions de dollars jusqu'à fin 2000. En même temps, le FMI a aidé l'ATNUTO à élaborer un cadre macroéconomique permettant d'assurer l'emploi efficace et la bonne comptabilisation des ressources mises à la disposition du Timor oriental.

### **Principaux aspects de la stratégie**

En novembre 1999, les services du FMI ont proposé une stratégie comprenant le rétablissement du système de paiement, l'élaboration d'un cadre de finances publiques de base et un programme d'assistance technique. Les premières mesures à prendre pour rétablir le système de paiement consistaient à choisir une monnaie ayant cours légal et à mettre en place une autorité monétaire. Les considérations politiques et économiques ont amené le Timor oriental à adopter le dollar E.U. comme seule monnaie ayant cours légal, afin d'éliminer les distorsions associées à l'utilisation de monnaies multiples. Les dirigeants du Timor oriental souhaitaient se doter ultérieurement d'une monnaie nationale, mais les services du FMI, tout en étant sensibles à leur point de vue, ont recommandé d'attendre pour ce faire qu'un marché financier soit opérationnel au Timor oriental et qu'une politique financière saine et un cadre institutionnel et juridique suffisamment

développé soient en place. Au départ, une autorité monétaire — le Bureau central des paiements — devait être chargée de fournir les services essentiels de dépôt et de paiement, principalement aux administrations publiques, et de faciliter le développement du marché des changes et du marché monétaire en adoptant des procédures d'agrément et de surveillance des banques reconnues au plan international.

La stratégie de finances publiques prévoyait l'adoption d'un budget soutenable reposant sur un système fiscal équitable, transparent, efficace et facile à administrer et un programme de dépenses permettant d'assurer la prestation des services publics essentiels. Elle prévoyait aussi la création de l'Autorité budgétaire centrale, chargée d'élaborer la politique fiscale et d'administrer les recouvrements, ainsi que de concevoir et de coordonner l'exécution du programme de dépenses.

La mise en œuvre de la stratégie proposée nécessitait un programme d'assistance technique exhaustif. Le Timor oriental avait besoin de l'assistance immédiate du FMI pour concevoir et mettre en œuvre un cadre de politique macroéconomique et pour faire entrer en opération l'Autorité budgétaire centrale et le Bureau central des paiements. Une assistance à moyen terme substantielle était aussi nécessaire pour donner au Timor oriental les moyens d'assurer à la fois la gestion macroéconomique et l'élaboration et l'analyse de la politique à suivre.

## Évolution jusqu'en novembre 2000

L'activité économique a repris vigoureusement en 2000, tirée par le commerce, les services et la construction — activités étroitement liées à la présence internationale et aux efforts de reconstruction au Timor oriental. Les importations ont augmenté, à la faveur des flux d'aide publique substantiels et de la progression régulière des importations du secteur privé, mais les exportations ont continué à diminuer. L'inflation est faible et les écarts de prix entre les districts ont rétréci.

Le chômage reste élevé. Mais il est de plus en plus difficile d'embaucher et de retenir les fonctionnaires en raison des

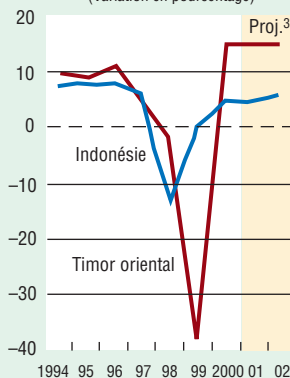
salaires élevés qui sont versés aux personnes employées par l'ONU et les institutions financières internationales, et de la rigidité du barème des salaires de l'Administration transitoire du Timor oriental (ATTO), qui stipule qu'à niveau de qualification égal tous les employés doivent recevoir la même rémunération indépendamment de leur expérience. Le salaire mensuel moyen des fonctionnaires a été fixé à 135 dollars, niveau bien supérieur aux traitements comparables en Indonésie et dans d'autres pays où le PIB par habitant est du même ordre de grandeur; et, malgré les effectifs réduits de la fonction publique (environ le tiers de ceux qui étaient employés par l'administration provinciale indonésienne), la masse salariale dépassait ce qui était envisagé dans le budget préliminaire (Valdivieso and others, 2000; FMI, 2000).

Le budget préliminaire, qui a été préparé par l'ATNUTO, avec le soutien technique du FMI, a guidé les dépenses publiques au Timor oriental au premier semestre de 2000. Le 1<sup>er</sup> juillet 2000, il a été remplacé par le premier budget consolidé de l'ATTO (pour l'exercice 2000/2001), qui a été préparé par l'Autorité budgétaire centrale et a été revu et légèrement révisé en novembre pour tenir compte de dépenses supplémentaires.

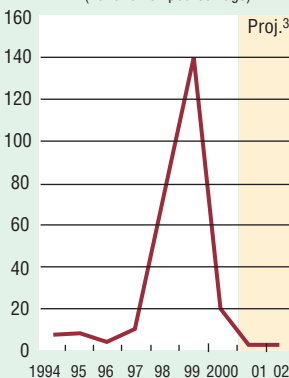
L'exécution du budget a été plus lente que prévu, bien qu'elle ait commencé à s'accélérer vers la fin de l'année. Les efforts de mobilisation de recettes fiscales — provenant principalement d'un droit d'importation de 5 %, de divers droits d'accise, d'une taxe sur les ventes de 5 % pour les importations commerciales, d'une taxe sur les services de 10 % et de royalties et taxes sur la production de pétrole et de gaz — ont donné des résultats, mais le recouvrement des redevances d'utilisation (en particulier pour l'électricité) demande à être amélioré. À l'exception des salaires, les dépenses de l'ATTO — comprenant les dépenses de fonctionnement et d'équipement des administrations publiques — ainsi que les dépenses de reconstruction financées par le Fonds fiduciaire pour le Timor oriental (administré par la

## Timor oriental : principaux indicateurs économiques

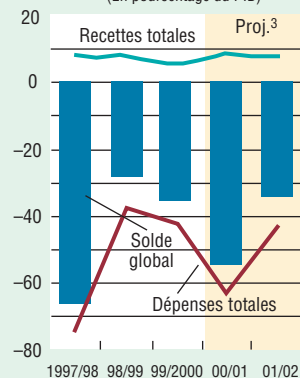
**PIB réels comparés : Timor oriental et Indonésie**  
(Variation en pourcentage)



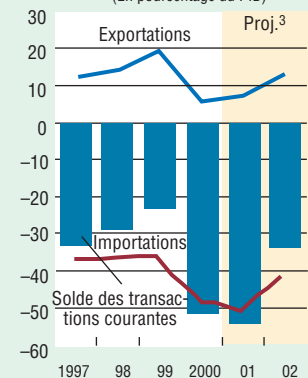
**Indice des prix à la consommation<sup>1</sup>**  
(Variation en pourcentage)



**Indicateurs budgétaires<sup>2</sup>**  
(En pourcentage du PIB)



**Échanges et solde des transactions courantes**  
(En pourcentage du PIB)



Sources : données communiquées par les autorités timoraises orientales et les autorités indonésiennes; estimations des services du FMI. Les données étant limitées, il convient de considérer les chiffres qui sous-tendent ces graphiques à titre indicatif.

<sup>1</sup> Indice des prix à la consommation établi en roupies indonésiennes avant l'an 2000 et en dollars E.U. ensuite.

<sup>2</sup> Les chiffres pour 1999/2000 sont ceux du budget provincial établi sous le régime indonésien. Les chiffres pour 2000/2001 et 2001/2002 correspondent au budget conjugué de diverses sources, dont le budget de l'ATTO, le Fonds fiduciaire pour le Timor oriental, la part de l'ATNUTO dans le budget des contributions au Timor oriental et les contributions bilatérales.

<sup>3</sup> Projections.

## Six leçons de l'assistance au Timor oriental

Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, on peut d'ores et déjà dégager six leçons importantes de l'expérience des organisations internationales et des donateurs bilatéraux, parmi d'autres, dans l'assistance qu'ils ont fournie au Timor oriental :

- Il est utile de coordonner les efforts d'assistance dès le départ, ce qui facilite l'évaluation des besoins et la définition des priorités et permet de rationaliser les efforts requis par les experts étrangers de leurs contreparties dans le pays, en nombre limité.
- L'adoption rapide d'un cadre juridique et réglementaire de base, facile à appliquer, aide à réduire l'incertitude. Ce cadre doit être simple mais suffisamment exhaustif pour réduire au minimum la marge discrétionnaire dans son application.
- Une définition claire de la voie hiérarchique, des responsabilités et des obligations respectives et réciproques des organes de décision et des organes consultatifs permet d'accélérer l'application des mesures adoptées.

Banque mondiale) ont été plus faibles que prévu, en raison de problèmes de gestion et de fonctionnement des services dépeniers, de retards dans les approvisionnements et les achats publics et des longs délais de planification des programmes d'investissement.

On prévoit que les déficits budgétaires du Timor oriental seront intégralement financés par des dons pour les trois prochaines années. À la suite de leurs réunions à Tokyo (décembre 1999), Lisbonne (juin 2000) et Bruxelles (décembre 2000), les donateurs ont décaissé 150 millions de dollars (atteignant l'objectif révisé de l'appel de fonds du BCAH), ce qui a permis aux agences de l'ONU de fournir une large gamme de services humanitaires. Le programme de dépenses d'équipement a été appuyé par des contributions engagées au Fonds fiduciaire pour le Timor oriental de 166 millions de dollars, qui suffisent pour couvrir plus de la moitié des besoins de financement estimatifs pour la reconstruction du pays pendant trois ans, et par des sommes engagées au titre de concours bilatéraux de 149 millions de dollars jusqu'au milieu de 2003. Des donateurs se sont également engagés à fournir 55 millions de dollars supplémentaires, ce qui devrait suffire pour couvrir le besoin net de financement du budget de l'ATTO jusqu'au milieu de 2001. Enfin, pour soutenir les activités de l'ATNUTO jusqu'à fin juin 2001, les États membres de l'ONU ont approuvé des dépenses de presque 1 milliard de dollars, dont il est probable que seule une fraction minime représentera des obligations pour le budget d'un futur gouvernement du Timor oriental.

Les progrès dans le secteur financier ont été inégaux. Le volume des opérations du marché des changes (la valeur totale des ventes et achats de devises) est en augmentation rapide, et le taux de change du dollar E.U. par rapport à la roupie indonésienne suit de près le taux correspondant sur le marché de Djakarta. Deux banques étrangères ont commencé à opérer dans le pays et plusieurs autres sont intéressées. Les dépôts bancaires à vue augmentent rapidement, mais, faute de garanties, aucune banque commerciale n'a accordé de crédit, sauf sous forme de rétrocession de prêts dans le cadre du Fonds fiduciaire pour le Timor oriental. Depuis janvier 2000, tous les paiements budgétaires ont été effectués en dollars E.U. L'utilisation du dollar E.U. progresse, mais la roupie continue d'être largement utilisée comme moyen de paiement dans

l'ensemble du pays, tandis que le dollar australien circule principalement dans la capitale, Dili.

Pendant toute l'année, l'ATNUTO a pris des mesures pour accroître la participation des Timorais orientaux à la prise de décisions. Cinq des neuf ministres sont timorais orientaux, et le Conseil national, dont les 36 membres le sont aussi, est consulté pour toutes les décisions de politique générale. Un effort continu est fait pour nommer des Timorais orientaux aux postes de direction. Les travaux de mise en place de l'Autorité budgétaire centrale et du Bureau central des paiements, ainsi que du cadre réglementaire connexe, avancent conformément au calendrier. Un cadre réglementaire pour l'exécution du budget et la fiscalité a été adopté (voir le site <http://www.easttimor.com> pour plus de détails); le Trésor est opérationnel et la mise en place d'une administration fiscale progresse. Le Bureau central des paiements a publié plusieurs règles, reposant sur les principes fondamentaux du Comité de Bâle, qui permettent aux bureaux de change et aux banques de fonctionner. Les règles d'agrément des institutions financières non bancaires sont en train d'être définies. L'assistance technique et financière du FMI, de la Banque mondiale et de sources bilatérales a joué un rôle crucial dans la mise en place de l'Autorité budgétaire centrale et du Bureau central des paiements. Enfin, des progrès significatifs ont été réalisés dans les pourparlers avec l'Indonésie, notamment sur le tracé des frontières terrestres et maritimes, la reconstitution des archives et la régularisation du versement des retraites aux fonctionnaires timorais orientaux retraités. On peut déjà tirer certains enseignements de l'aide au Timor oriental (voir encadré).

La priorité doit être donnée à la mise en place des institutions essentielles, et des crédits suffisants doivent leur être alloués pour qu'elles puissent se doter d'effectifs adéquats et assurer la formation de cadres locaux.

La prise de décisions judicieuses n'a pas besoin d'un cadre macroéconomique complexe. L'allocation des ressources dans l'économie devrait être guidée de manière efficiente par le marché et, à cet effet, un système de paiement et des services bancaires doivent être rétablis sans délai, eu égard aux considérations d'efficacité et de concurrence; un cadre de finances publiques de base viable doit aussi être mis en place d'emblée.

Il est indispensable au succès de l'entreprise que les Timorais orientaux soient à la fois maîtres et directement responsables de l'application de la stratégie de reconstruction et de l'instauration d'une gestion macroéconomique saine; cela ne pourra être réalisé qu'avec leur participation à tous les niveaux d'administration.

### Défis à venir

Le Timor oriental va devoir s'attacher à créer un environnement propice à l'investissement privé à long terme pour qu'il devienne le moteur de la croissance. Seule une croissance forte et durable permettra au Timor oriental de combattre efficacement le chômage et la pauvreté et de mettre progressivement fin à sa dépendance vis-à-vis des dons étrangers.

L'investissement privé aura plus de chances de se développer si les investisseurs ont une perception favorable de la sécurité intérieure du Timor oriental, de sa stabilité politique et économique et de son cadre réglementaire et institutionnel. Pour





Luis M. Valdivieso (à gauche) est conseiller, et Alejandro López-Mejía économiste, au Département Asie et Pacifique du FMI.

améliorer la sécurité, davantage de progrès devront être faits en ce qui concerne la question des réfugiés, le tracé des frontières et le libre accès à l'enclave d'Oecussi par le Timor occidental. Pour favoriser la stabilité politique, la transition poli-

tique qui doit être achevée d'ici la fin de 2001 doit être soutenue par une vaste campagne d'éducation de la population et le développement d'institutions politiques structurées et financées de manière adéquate.

L'orientation de la politique budgétaire est un élément crucial des efforts de stabilisation de la situation macroéconomique au Timor oriental. Bien que l'adoption du dollar E.U. comme monnaie ayant cours légal ait éliminé la possibilité de financement inflationniste du budget, pour assurer la stabilité des finances publiques face à la diminution des dons de l'étranger, le Timor oriental devra prendre des mesures pour accroître les recettes et maintenir un contrôle rigoureux des dépenses. La maîtrise des dépenses pourrait exiger de réduire à la fois la masse salariale et les dépenses en biens et services. Il sera difficile de réduire la masse salariale en raison des distorsions actuelles et du nombre de postes que les nouvelles administrations, y compris l'armée, auront à pourvoir. Pour que la progression des autres dépenses



## Qu'attendre de la gestion macroéconomique dans un Timor oriental indépendant? Le point de vue de Timorais orientaux

*José Ramos Horta et Emilia Pires*

**L**E 30 AOÛT 1999, la population du Timor oriental faisait l'admiration du monde entier en exprimant sa volonté de démocratie. Ce jour-là, plus de 98 % des électeurs enregistrés défiaient toutes les mesures d'intimidation pour se rendre aux urnes dans l'ordre et la paix, votant à une majorité écrasante pour l'indépendance vis-à-vis de l'Indonésie. La discipline, la patience et la dignité qui marquèrent cette journée resteront caractéristiques du Timor oriental quand il sera pleinement indépendant. Dans notre longue lutte pour l'indépendance, nous avons été confrontés à des choix difficiles et parfois douloureux. Nous aurons encore à faire des choix difficiles pour doter notre nouveau pays d'un cadre macroéconomique bien conçu. Le monde verra une fois de plus le Timor oriental opter sans hésiter non pas pour la solution la plus expéditive, mais pour ce qui est bon pour le développement futur de la nation.

Le cabinet de l'Administration transitoire des Nations Unies, composé en majorité de Timorais orientaux, a déjà approuvé des politiques établissant un cadre de stabilité macroéconomique. Nous avons démontré notre adhésion à des principes de gestion budgétaire prudente en instituant un régime fiscal équitable et en réduisant une fonction publique

pléthorique. Le dollar E.U. a été adopté en tant que monnaie officielle pendant la période de transition.

Le Timor oriental continuera de promouvoir ces principes après la transition en démontrant sa volonté d'assurer une situation viable avec la mise en place d'un cadre budgétaire sain reposant sur une monnaie stable et crédible. Aucune mesure en vue d'adopter une monnaie nationale ne sera prise sans que l'on s'assure qu'elle repose sur une assise financière solide et qu'elle a la crédibilité voulue pour être bien accueillie par les marchés financiers internationaux.

Le Timor oriental indépendant sera géré par une administration publique frugale et économe, qui s'attachera à aligner les dépenses globales sur la capacité d'absorption de l'économie. Les sources de recettes intérieures devraient fournir une base solide pour financer le budget de fonctionnement du pays sans qu'il soit besoin de recourir à l'assistance des donateurs. D'ailleurs, malgré la destruction massive des infrastructures et les perturbations des échanges auxquelles le Timor oriental a dû faire face, il est déjà bien parti pour dépasser les 17 milliards de recettes projetées pour l'exercice en cours.

Pour le moyen terme, les exportations projetées de pétrole et de gaz de la mer de Timor (qui sépare l'Australie du nord

puisse être maîtrisée à moyen terme, il faudra que les dépenses à financement bilatéral correspondent aux priorités définies par le gouvernement en matière de dépenses d'équipement et examiner attentivement les implications des dépenses à financement bilatéral pour les dépenses récurrentes à moyen terme (en particulier l'entretien). Cela supposera de mettre en place une procédure institutionnelle pour la signature d'accords bilatéraux.

Enfin, il est nécessaire d'adopter une législation commerciale, un régime de propriété, une législation foncière, un code du travail, des systèmes de règlement et d'arbitrage des conflits, des procédures de faillite et un cadre juridique pour l'investissement étranger. Des mesures doivent aussi être prises pour que le Bureau central des paiements et l'Autorité budgétaire centrale continuent d'opérer selon de solides principes de bonne gouvernance et pour spécifier clairement le mandat des institutions économiques récemment créées afin d'éviter les doubles emplois. **F&D**

de l'île de Timor — voir la carte p. 18) sont très prometteuses, et les recettes de cette source pourraient être complétées par des rentrées provenant d'autres projets de prospection de pétrole et de gaz et des concessions qui en résulteront, ainsi que par des recettes d'exportation de marbre et autres minéraux solides. Le Timor oriental a fait preuve de jugement dans l'affectation des recettes provenant de la mer de Timor. De même, il devrait être en mesure de placer, par exemple dans un fonds de dotation, d'éventuelles recettes exceptionnelles provenant d'exportations d'énergie. Ce fonds pourrait jouer un rôle stabilisateur, en préservant le revenu de la vente de ressources qui appartiennent de droit non seulement aux Timorais orientaux d'aujourd'hui, mais aussi à leurs descendants.

Les trois quarts de notre population travaillent dans l'agriculture. Traditionnellement, ces agriculteurs ont eu pour stratégie de limiter les risques au minimum de manière à réduire leur vulnérabilité aux chocs économiques de préférence à une stratégie, plus risquée, de maximisation des revenus. Le Timor oriental après la transition consolidera l'agriculture traditionnelle en utilisant des intrants de technologie rudimentaire pour accroître les rendements. L'accès aux services bancaires et aux microfinancements ruraux renforcera la croissance de la production de ce secteur ainsi que sa capacité à commercialiser les excédents et à forger des liens avec le secteur privé. Une croissance économique durable sera indispensable au développement rural du Timor oriental.

Étant donné que la population du pays est très jeune, il sera crucial d'assurer une croissance durable. Pour y parvenir, le Timor oriental s'attachera à réunir les conditions nécessaires à l'épanouissement du secteur privé. Le Timor oriental indépendant encouragera le développement du secteur privé. À l'instar de son merveilleux climat tropical, il offrira aux investissements un environnement non moins hospitalier, avec une législation appropriée qui protégera les droits de propriété et les contrats, qui établira un code du commerce équitable, qui codifiera les relations du travail et qui limitera au minimum le coût des activités économiques. Les gouvernements précédents nous ont beaucoup appris sur les pratiques qui faussent le marché, comme la collusion, la corrup-

*Le présent article s'inspire d'une étude de Luis M. Valdivieso, Toshihide Endo, Luis V. Mendonça, Shamsuddin Tareq et Alejandro López-Mejía, 2000, East Timor: Establishing the Foundations of Sound Macroeconomic Management (Washington: International Monetary Fund), également disponible sur le site du FMI <http://www.imf.org/external/pubs/ft/etimor/index.htm>; et Fonds monétaire international, Département Asie et Pacifique, 2000, "East Timor: Recent Developments and Macroeconomic Assessment," FO/DIS/00/149, 30 novembre, disponible sur le site du FMI <http://www.imf.org/external/np/et/2000/eng/113000.htm>.*

#### *Bibliographie :*

*Banque mondiale, 1999, Joint Assessment Mission (JAM) background report, disponible sur le site Internet de la Banque mondiale <http://wbln0018.worldbank.org/eap/eap.nsf>.*

*<http://www.easttimor.com> (Ce site, tenu par l'organisation non gouvernementale du Timor oriental Timor Aid, fournit une large gamme d'informations sur le Timor oriental, y compris une liste des règles émises par l'ATNUTO.)*



**José Ramos Horta est membre du cabinet (affaires étrangères) de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. En reconnaissance de ses nombreuses années à la tête du mouvement pour l'indépendance du Timor oriental, le prix Nobel de la paix lui a été décerné en 1996, ainsi qu'à Monseigneur Carlos Ximenes Belo, évêque du Timor oriental.**

**Emilia Pires dirige l'Agence nationale de planification et de développement dans l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental.**



tion et le népotisme. Nous avons affirmé à maintes reprises notre volonté d'en finir avec cet héritage.

Le Timor oriental d'après la transition fera bon accueil aux investissements bien pensés d'entreprises désireuses d'opérer dans un environnement libre d'obstacles artificiels aux échanges. Nous comptons sur toutes les parties prenantes de notre société pour embrasser les valeurs qui ont guidé les Timorais orientaux dans leur combat pour la libération depuis vingt-cinq ans : transparence, respect mutuel et égalité de traitement. Dans un Timor oriental indépendant, les rétributions financières viendront en contrepartie non pas de la race, de la religion, de l'appartenance à tel ou tel parti politique, des relations personnelles ou de l'endroit où l'on vit, mais de l'initiative individuelle et du travail de chacun. **F&D**